

U Yvelines

«U Yvelines», Bulletin de la section des Yvelines - Bimestriel

Fédération Syndicale Unitaire de l'enseignement, l'éducation,
la recherche et la culture

FSU78: 24 rue Jean Jaurès 78190 Trappes

Tél. : 01 30 51 83 36 – courriel : fsu78@fsu.fr

Directrice de publication : Evelyne Diana-Bras

N° CPAP : 0720 S 07501 – Déposé le : jeudi 6 juin 2024

BOIS D'ARCY
PIC 78/28

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

N°126

Mai

Juin

2024

ÉDITO

Dans une société où la seule boussole est le profit, on ne se préoccupe pas de réduire la fracture sociale. Garantir «le plus à ceux qui ont le moins», le cœur des missions des services publics, devient même un non sens puisque le profit à tout prix ne peut s'encombrer de tout ce qui œuvre à une société plus juste. Les politiques gouvernementales, accompagnent ce système capitaliste en organisant la régression sociale la plus brutale de ces 30 dernières années (santé, retraite, éducation, emploi...). Tout est passé à la moulinette : les services, les personnels, même la planète n'y échappe pas. Les conséquences du dérèglement climatique sont multiples : écologiques, sociales, sanitaires... Un seul prisme, celui de la culpabilisation des plus précaires,

sans réponses collectives et engagement à la hauteur des enjeux avec, par exemple, le retour sur l'interdiction de produits phytosanitaires dont on sait pourtant qu'ils empoisonnent, handicapent, tuent !

L'appât du gain pousse aux pires exactions : famine, épidémies, guerres... la valeur même de la vie humaine devient marchande. Idées colonialistes, supériorité supposée des uns sur les autres, repli sur soi, développement de mouvements sectaires ou complotistes, politique des boucs émissaires... fleurissent dans ce terreau nauséabond.

Stopper cette surenchère est non seulement possible mais elle est indispensable. Elle nécessite d'adhérer à un projet de société qui ne trie plus ceux

qui n'ont rien, les plus nombreux au profit de ceux qui en veulent toujours plus en pillant la planète et provoquant le pire. Exigeons les changements nécessaires. Et pour ce faire, engageons-nous dans les structures qui œuvrent à un autre projet de société : syndicales, politiques, associatives...

C'est tous ensemble et parce que nous sommes les plus nombreux que nous réussirons à construire notre société, vertueuse et solidaire, tourner vers l'intérêt général et le bien être de tous !

EVELYNE BRAS - SECRETAIRE
DÉPARTEMENTALE DE LA FSU 78

Notre fédération et la CGT éduc'action ont organisées ensemble un stage départemental le jeudi 23 mai 2024 à Trappes. Sur le thème de la liberté pédagogique comme enjeu indispensable dans la démocratisation des savoirs, il a réuni une cinquantaine de personnes et a permis d'apporter des éléments de réflexion sur la liberté pédagogique dans sa dimension individuelle et collective comme fondement même du métier d'enseignant. A été également recensé ce qui aujourd'hui dans les classes peut la remettre en question (évaluation, prescriptions de bonnes pratiques, hiérarchie intermédiaires, labellisation des manuels...) et comment l'autonomie des établissements souvent présentée comme

la favorisant au contraire l'appauvrie. Des éléments factuels pour organiser plus efficacement les luttes contre les mesures gouvernementales délétères qui frappent l'Éducation et ses personnels notamment le réactionnaire choc des savoirs. Dominique Bucheton, qui a animé cette journée et a participé à en faire une réussite, est chercheuse, professeur honoraire à l'Université de Montpellier. Elle est à l'origine d'un collectif qui tire la sonnette d'alarme face à la dégradation de l'école publique et qui souligne l'urgence d'une riposte collective pour contrer les conséquences néfastes sur les résultats des élèves, la fracture sociale, et le mal-être croissant au sein de l'institution éducative... Elle alerte contre le projet

Attal : Pour l'élève « l'heure est grave », car « il ne s'agit plus de s'intéresser à son développement réflexif, culturel, créatif, relationnel, psycho-socio-langagier, affectif. » Mais de n'être que « ... la somme des compétences évaluées, réduits à ses réussites et à ses échecs. »
<https://www.cafepedagogique.net/2024/03/18/dominique-bucheton-une-ecole-caporalisee/>

Une belle journée, intersyndicale et inter-degré, où l'union qui fait la force est source de nouvelles propositions et de nouvelles perspectives !

LE BUREAU DÉPARTEMENTAL
DE LA FSU DES YVELINES



La campagne des élections européennes n'a pas été à la hauteur des enjeux écologiques. Face aux conséquences dramatiques du réchauffement climatique, ce sont des décisions politiques fortes qui doivent être prises au plus vite pour apporter des solutions aux véritables

problématiques. A tout ceux qui habitent des passoires thermiques, qui sont contraints de prendre leur voiture pour aller travailler car pas ou mal desservis par les transports en commun, à tout ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter ni même d'entretenir un véhicule électrique...

L'écologie sera sociale et solidaire ou elle ne sera pas. Et parce que le bouleversement des choix politiques qu'elle impose est radical, c'est à chacun de faire imposer aux politiques qui nous gouvernent une autre voie que celles qui nous ont conduits à ces catastrophes écologiques, sociales et sanitaires... Stop à cette société du profit à tout prix, qui crée des besoins artificiels au détriment de nos besoins fondamentaux. Redéfinissons au

contraire ce qui est nécessaires à chacun pour vivre dignement et heureux.

Se loger, se nourrir, se chauffer, se soigner, s'éduquer, se déplacer, se cultiver... Que ces besoins deviennent ou redeviennent les droits fondamentaux garantis par les services publics. Que les moyens nécessaires à leur qualité soit une priorité. Et que la recherche soit encouragée, accompagnée et financée à la hauteur des nombreux défis techniques qu'il nous faut relever, notamment en matière d'énergie propre.

LE BUREAU DÉPARTEMENTAL
DE LA FSU DES YVELINES

Depuis maintenant 3 mois la colère ne faiblit pas dans les établissements scolaires des Yvelines comme dans toute la France. Les actions se multiplient dans le département, contre le « choc des savoirs » et pour l'école publique. Le SNES-FSU a répertorié plus de 70 actions dans le département (rassemblements, tracts, actions en CA, réunions publiques...) et la mobilisation va continuer.

La profession refuse ce modèle d'École passéiste et conservateur que veut nous imposer le gouvernement. Ces réformes visent à généraliser le tri des élèves dès le plus jeune âge, notamment par les groupes de niveaux, mais aussi en conditionnant l'accès direct au lycée par la

mise en place de classes prépa-seconde, en faisant du brevet des collèges une barrière à l'entrée au lycée.

Dans tous les collèges du département, nous appelons à refuser de constituer des groupes de niveaux en présentant en CA des propositions d'organisations pédagogiques qui ne trient pas les élèves. En effet, c'est le CA, et non le chef d'établissement, qui fixe les principes de mise en œuvre de l'autonomie pédagogique et éducative dont disposent les établissements. Une action coordonnée avec les parents d'élèves élus au CA, peut efficacement déjouer la mise en œuvre des groupes de niveau.

Pour vous aider dans vos démarches,

l'intersyndicale éducation des Yvelines (CGT Educ'Action 78, FSU 78, SGEN-CFDT 78, SNFOLC 78, SUD éducation 78 et UNSA éducation 78) vous propose du matériel pour informer et lutter (affiches, tracts, motions de conseil d'école, de conseil d'administration et de conseil école collège).

Dans toutes vos actions n'hésitez pas nous contacter, pour obtenir de l'aide ou simplement nous informer en envoyant un mail à snes78@versailles.snes.edu

LE BUREAU DÉPARTEMENTAL
DU SNES-FSU DES YVELINES



CHOC DES SAVOIRS

TOUTES LES ACTIONS
DANS LES YVELINES



TOUT LE MATÉRIEL POUR
LUTTER CONTRE



A peine trois semaines avant son commencement, le stage de Seconde est d'ores et déjà un échec annoncé. A l'image de nombreuses mesures du gouvernement Macron, ce dispositif mis en place dans la précipitation, totalement inopérant et hors sol, suscite la colère, notamment des professeurs principaux sommés d'en assurer la charge.

Si au prestigieux Lycée Hoche de Versailles, les réseaux familiaux semblent avoir permis à une très large majorité des élèves de trouver un stage, moins de 90 élèves sur 460 en ont décroché un au lycée Saint-Exupéry de Mantes-la-Jolie, et à peine 20 % d'entre eux au Lycée Rostand voisin.

Un professeur principal de Saint Germain en Laye témoigne : « Cela nous a pris un temps incroyable. Il faut inscrire chaque élève sur la plateforme '1 jeune, 1 solution'. Seuls 3 élèves sur une classe de 30 ont trouvé un stage par ce biais ».

D'autres témoignent de la lourdeur de la gestion des conventions, qui pèse sur les professeurs principaux et les personnels administratifs - lorsqu'une telle convention existe et a été présentée au Conseil d'Administration !

On dénonce aussi l'absence d'accompagnement des élèves dans leurs recherches, facteur d'accroissement des inégalités sociales, en favorisant les élèves bénéficiant de réseaux familiaux. Souvent sans lien avec le projet d'orientation des élèves, on s'interroge sur sa visée pédagogique. Quelle évaluation possible une fois l'année scolaire terminée ?

Quelle exploitation l'an prochain si les élèves ont changé d'orientation ou quitté l'établissement ?

Totalement hors sol, injonction est faite aux établissements d'accueillir les élèves sans stage sans que l'on sache vraiment qui pourra les occuper et à quoi, alors que les personnels enseignants,

administratifs et de direction seront mobilisés pour les examens.

Au mieux le résultat d'une bien piètre opération de communication, le stage de Seconde est surtout inutile, chronophage, et néfaste. Fondé sur l'idée selon laquelle l'entreprise pourrait se substituer à l'école pour former la jeunesse, il accroît les inégalités sociales, géographiques, ethniques et de genre.

Le SNES-FSU s'oppose à ce dispositif, comme à celui du stage d'observation en milieu professionnel de 3ème. Il appelle les personnels à refuser la charge de travail supplémentaire induite par le suivi et l'évaluation de ce stage, qu'aucun texte réglementaire ne rend obligatoire.

LE BUREAU DÉPARTEMENTAL
DU SNES FSU DES YVELINES

Les attaques contre les personnes des minorités sexuelles et de genre (LGBTQIA+) se multiplient : appels à couper les financements du planning familial, agressions physiques, campagnes de harcèlement envers les militant·es, infiltrations d'associations par des Transmania (« enquête » transphobe parue aux éditions d'extrême-droite Magnus) avec, dans le même temps, la sénatrice LR Jacqueline Eustache-Brinio qui lance l'offensive anti-trans au Sénat en voulant interdire les bloqueurs de puberté. Bien que les inégalités et discriminations perdurent dans tous les domaines : emploi, logement, filiation... les partis politiques d'extrême droite, RN et Reconquête en tête, ont des discours réactionnaires de plus en plus décomplexés. Manifestement ces discours imprègnent aussi la droite et le parti présidentiel.

On constate d'ailleurs que si les lois LGBTIphobes reculent à l'échelle mondiale, elles font leur retour dans les pays où l'extrême-droite accède

au pouvoir. Selon le dernier rapport de SOS Homophobie, dès l'embauche et tout au long de leur carrière les personnels subissent discrimination, rejet, harcèlement, insultes allant jusqu'aux violences physiques. Des agressions, permanentes avec des conséquences sur la carrière : refus de promotion, mutation subie, rupture de contrat... Selon une étude réalisée par l'IFOP et l'association l'Autre Cercle, 37% des personnes trans interrogées ont dit avoir subi une agression sur leur lieu de travail.

Voir son identité de genre respectée n'est ni un caprice ni une mode, c'est un droit fondamental reconnu par la Cour européenne des droits de l'Homme comme une composante de la dignité humaine. La destruction des services publics, notamment de santé, entrave d'autant plus un accès aux soins déjà précaire. Les attaques envers l'école, portées par le gouvernement ou des organisations d'extrême-droite comme Parents Vigilants, génèrent un climat particulièrement délétère ! Reconnue comme un

outil efficace pour lutter contre ces discriminations, l'éducation à la sexualité est devenue un symbole systématiquement attaqué par ces mouvements.

L'employeur a l'obligation d'assurer la santé et la sécurité physique et mentale des personnels et de sanctionner les actes discriminatoires.

Il est urgent de mettre en place une négociation annuelle obligatoire, des outils effectifs et contraignants de lutte contre le harcèlement et les discriminations et pour leur suivi et leur prévention. Mais aussi, de former et sensibiliser les salarié·es et les directions sur ces questions afin d'obtenir l'égalité des droits, des environnements de travail inclusifs, sans stéréotypes de genre, ainsi que des mesures concrètes contre les violences au travail

Ces leviers sont essentiels pour gagner l'égalité des droits car face à leur haine, au travail comme ailleurs, la solidarité est notre force.

LE BUREAU DÉPARTEMENTAL
DE LA FSU DES YVELINES

TOUS DIFFÉRENTS, TOUS ÉGAUX

Le 23 mai, le G9, constitué de 9 organisations syndicales et associatives de retraités (CGT, FSU, CFTC, CGC, FO, Solidaires, FGR-FP, UNRPA-Ensemble et Solidaires, LSR) a fêté ses 10 ans. Le maintien de cette unité sur une si longue période est remarquable dans le paysage souvent peu unitaire du syndicalisme français. Le G9 a élaboré des revendications fortes sur le pouvoir d'achat, l'accès aux services publics, le droit à la santé, au logement, aux transports, aux loisirs et l'exigence d'une loi « Grand Age ». S'il fonctionne parfaitement bien au plan national, il se décline aussi dans les départements, pas toujours avec toutes les organisations (dans les Yvelines avec CGT, FSU, FGR-FP, LSR et Solidaires), mais parfois avec la présence de syndicats comme l'Unsa et/ou des

syndicats agricoles, plus rarement de la CFDT. A l'actif du G9, de nombreuses actions qui ont permis cette année le dégel des pensions obtenu en janvier. Ses revendications rejoignent celles des actifs, notamment sur l'augmentation des salaires et la défense des Services publics (Éducation, santé, etc).

Dernière action en date, le 26 mars : rassemblements à Versailles le matin devant la préfecture, à Paris l'après-midi : nous avons adressé un courrier au préfet (resté sans réponse...), nous relancerons une demande d'audience après les vacances. A noter que la presse locale, pour la deuxième fois, a rendu compte de notre action.

Lors du colloque organisé pour ses 10 ans, le G9 a décidé de lancer une enquête, demandant aux militants départementaux

de répondre collectivement à des questions ciblées sur l'accès aux soins (déserts médicaux, accès aux hôpitaux, aux urgences, EHPAD, etc.). Cette enquête servira de base à une action qui aura lieu en septembre ou octobre.

Retraités, futurs retraités, n'hésitez pas à nous rejoindre, à participer, par exemple en venant avec nous distribuer des tracts sur les marchés pour faire connaître nos exigences. Ne plus faire partie d'un collectif de travail rend plus difficile la circulation des informations, pour autant, être retraité ne veut pas dire se mettre à l'écart de la société. Restons solidaires, jouons toujours collectif ! Bienvenue au club !

SECTION FÉDÉRALE DES
RETRAITÉ(E)S DE LA FSU